

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Benoît Carignan, CPA, CGA, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

Signature


CPA, CGA
Directeur des finances et trésorier

Date 18 juin 2021

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	41
Analyse des charges	53

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la VILLE DE DRUMMONDVILLE,

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE DRUMMONDVILLE (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S23-1, S23-2 et S23-3, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

· nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit de groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL S.E.N.C.R.L.

FBL s.e.n.c.r.l.

Société de comptables professionnels agréés

Drummondville, le 18 juin 2021

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A140885

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Revenus				
Taxes	1	105 869 100	103 134 614	98 423 447
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 623 800	4 626 093	4 663 897
Quotes-parts	3			
Transferts	4	23 320 033	28 629 422	10 788 806
Services rendus	5	6 541 200	6 457 414	7 024 841
Imposition de droits	6	3 588 000	7 478 610	5 773 007
Amendes et pénalités	7	1 800 000	1 957 310	1 955 368
Revenus de placements de portefeuille	8		140 970	262 866
Autres revenus d'intérêts	9	640 000	712 393	577 108
Autres revenus	10		5 942 679	8 003 905
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	146 382 133	159 079 505	137 473 245
Charges				
Administration générale	14	14 891 093	15 180 024	14 202 918
Sécurité publique	15	20 048 962	20 777 041	20 089 084
Transport	16	27 955 486	27 647 823	25 153 746
Hygiène du milieu	17	25 166 042	24 951 983	24 357 068
Santé et bien-être	18	300 000	458 061	270 809
Aménagement, urbanisme et développement	19	8 908 938	8 938 541	8 976 082
Loisirs et culture	20	24 879 679	23 300 476	24 424 616
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	4 627 400	5 145 947	4 933 107
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	126 777 600	126 399 896	122 407 430
Excédent (déficit) de l'exercice	25	19 604 533	32 679 609	15 065 815
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		371 236 066	356 170 251
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		371 236 066	356 170 251
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		403 915 675	371 236 066

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	6 792 459	2 041 005
Débiteurs (note 5)	2	68 715 430	60 533 475
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 353 231	143 883
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	6 474 979	4 440 457
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	83 336 099	67 158 820
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	3 463 193	592 192
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	24 965 424	16 715 806
Revenus reportés (note 12)	12	983 451	1 634 549
Dette à long terme (note 13)	13	187 733 217	180 588 197
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	217 145 285	199 530 744
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(133 809 186)	(132 371 924)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	532 105 692	497 271 256
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	4 104 748	4 330 059
Stocks de fournitures	20	1 243 101	1 280 757
Autres actifs non financiers (note 18)	21	271 320	725 918
	22	537 724 861	503 607 990
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	403 915 675	371 236 066

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalisations	
		2020	2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 604 533	32 679 609	15 065 815
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	55 983 450 )(	57 793 587 )(	42 480 438)
Produit de cession	3	500 000	74 248	35 769
Amortissement	4	21 429 900	22 814 703	21 429 216
(Gain) perte sur cession	5		70 200	146 145
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(34 053 550)	(34 834 436)	(20 869 308)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		225 311	(33 394)
Variation des stocks de fournitures	10		37 656	(86 626)
Variation des autres actifs non financiers	11		454 598	(453 959)
	12		717 565	(573 979)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	(14 449 017)	(1 437 262)	(6 377 472)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(132 371 924)	(125 994 452)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(132 371 924)	(125 994 452)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20		(133 809 186)	(132 371 924)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	32 679 609	15 065 815
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	22 814 703	21 429 216
Autres			
▪ Perte sur cession	3	70 200	146 145
▪ Provision pour moins-value	4	135 182	248 096
	5	55 699 694	36 889 272
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(8 181 955)	(4 237 165)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	8 249 618	(2 292 965)
Revenus reportés	9	(651 098)	131 973
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(2 034 522)	(2 043 077)
Propriétés destinées à la revente	11	225 311	(33 394)
Stocks de fournitures	12	37 656	(86 626)
Autres actifs non financiers	13	454 598	(453 959)
	14	53 799 302	27 874 059
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15 (	57 793 587 )(	42 480 438)
Produit de cession	16	74 248	35 769
	17	(57 719 339)	(42 444 669)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18 (	1 367 490 )(	167 490)
Remboursement ou cession	19	22 960	202 663
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20 ())
Cession	21		
	22	(1 344 530)	35 173
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	53 900 000	43 879 867
Remboursement de la dette à long terme	24 (	46 567 027 )(	29 834 963)
Variation nette des emprunts temporaires	25	2 871 001	(870 849)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(187 953)	70 919
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	10 016 021	13 244 974
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	4 751 454	(1 290 463)
Solde déjà établi	31	2 041 005	3 331 468
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	2 041 005	3 331 468
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	6 792 459	2 041 005

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »). L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

A) Périmètre comptable et partenariats

La décision d'inclure ou non un organisme dans le périmètre comptable de la Ville repose sur la notion du contrôle de celui-ci par la Ville.

a) Périmètre comptable

Aucun organisme n'est inclus dans le périmètre comptable de la Ville.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les apports d'immobilisations sont comptabilisés à leur juste valeur ou à une valeur symbolique si la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5 % à 25 %

Bâtiments : de 2,5 % à 20 %

Véhicules : de 3,33 % à 10 %

Ameublement et équipement de bureau : de 2,5 % à 20 %

Machinerie, outillage et équipement divers : de 5 % à 10 %

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constataction des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les arrérages de taxes sont constatés en fonction du temps écoulé.

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, le cas échéant. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, avec projection des salaires futurs à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sur les soldes d'ouverture et les résultats de l'exercice 2020 sont décrits dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode de la valeur lissée des actifs sur une période de cinq ans distinctement pour le service antérieur au 1er janvier 2014 et pour le service postérieur au 31 décembre 2013.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé à la fin suivante et est amorti selon la durée indiquée ci-dessous par affectation aux renseignements complémentaires de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	6 792 459	2 041 005
Découvert bancaire	2 ()	(
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	6 792 459	2 041 005
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	433 133	202 884
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	29 572 000	13 415 000

Note

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	7 642 486	7 665 061
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		49 527
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	47 541 779	35 594 666
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	9 755 173	13 918 723
Organismes municipaux	15	441 970	306 876
Autres			
▪ Facturations diverses	16	1 279 030	1 029 975
▪ Cour municipale	17	2 054 992	1 968 647
	18	68 715 430	60 533 475
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	26 927 999	28 568 632
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	26 927 999	28 568 632
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	813 000	792 000

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30	1 353 231	143 883
Autres placements	31		
	32	1 353 231	143 883
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les placements de portefeuille aux fins d'investissement sont composés de fonds de garantie en assurance à l'UMQ et de prêts effectués dans le cadre d'un programme d'aide en lien avec la Covid-19 portant le nom de Fonds d'intervention pour les petites entreprises (FIPE).

8. Avantages sociaux futurs

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	6 474 979	4 440 457
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	6 474 979	4 440 457
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	505 792	431 230
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42	169 942	168 034
	43	675 734	599 264

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

9. Autres actifs financiers

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 15 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,35 % (2,10 %; 3,60 % au 31 décembre 2019) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville bénéficie de dix emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 7 121 500 \$, portant intérêt à 2,10 % (3,60 % au 31 décembre 2019) et renouvelables annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour le financement à court terme de projets spécifiques entrepris par la Ville.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	9 634 460	8 334 840
Salaires et avantages sociaux	48	2 277 972	2 739 467
Dépôts et retenues de garantie	49	733 274	260 788
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Int. courus dette à long terme	51	1 157 301	1 124 215
▪ Autres courus et passifs	52	743 178	749 473
▪ Provision pour vidange étangs	53	28 630	623 710
▪ CAP/retenues relatifs immos	54	10 390 609	2 883 313
▪	55		
	56	24 965 424	16 715 806

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

12. Revenus reportés

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57		219 795
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	421 925	713 000
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	187 666	179 980
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Dépôts sur vente de terrains	67	84 139	178 119
▪ Transferts	68	289 721	343 655
▪	69		
▪	70		
	71	983 451	1 634 549

Note**13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,40	4,10	2021	2030	72	188 575 000	180 765 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1,55	4,90	2021	2023	76	128 646	377 135
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres	1,75	5,69	2021	2024	79	534 411	762 949
					80	189 238 057	181 905 084
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(1 504 840)	(1 316 887)
					82	187 733 217	180 588 197

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	17 430 000		352 151	17 782 151
2022	84	14 149 000		155 188	14 304 188
2023	85	11 205 000		105 591	11 310 591
2024	86	7 736 000		50 127	7 786 127
2025	87	4 054 000			4 054 000
2026 et plus	88	134 001 000			134 001 000
	89	188 575 000		663 057	189 238 057
Intérêts et frais accessoires	90	()	()	()	()
	91	188 575 000		663 057	189 238 057

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note**15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99	(133 809 186) (132 371 924)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	() ()
Autres	101	() ()
	102	(133 809 186) (132 371 924)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	79 561 656	3 493 501		83 055 157
Eaux usées	104	181 023 278	3 042 043		184 065 321
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	256 514 825	14 124 405		270 639 230
Autres					
▪	106	73 928 183	8 168 551		82 096 734
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	149 215 117	3 439 526		152 654 643
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	15 801 086	1 544 189	734 644	16 610 631
Ameublement et équipement de bureau	112	12 501 562	776 637		13 278 199
Machinerie, outillage et équipement divers	113	13 672 794	344 396	48 961	13 968 229
Terrains	114	12 578 060			12 578 060
Autres	115				
	116	794 796 561	34 933 248	783 605	828 946 204
Immobilisations en cours	117	14 592 411	22 860 339		37 452 750
	118	809 388 972	57 793 587	783 605	866 398 954
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	36 054 127	1 930 705		37 984 832
Eaux usées	120	86 035 146	4 361 979		90 397 125
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	110 481 908	6 545 636		117 027 544
Autres					
▪	122	16 375 538	3 406 532		19 782 070
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	39 836 758	3 947 203		43 783 961
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	7 925 140	841 236	617 289	8 149 087
Ameublement et équipement de bureau	128	8 066 442	1 027 021		9 093 463
Machinerie, outillage et équipement divers	129	7 342 657	754 391	21 868	8 075 180
Autres	130				
	131	312 117 716	22 814 703	639 157	334 293 262
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	497 271 256			532 105 692
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	2 139 077	2 181 447
Immeubles industriels municipaux	137	1 703 617	1 886 558
Autres	138	262 054	262 054
	139	4 104 748	4 330 059
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	4 104 748	4 330 059

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	84 936	539 534
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪ Frais reportés autres	145	186 384	186 384
▪	146		
	147	271 320	725 918

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville s'est engagée, d'après des contrats à long terme avec différents organismes ou différentes sociétés échéant à différentes dates jusqu'en 2026. Les paiements futurs s'élèvent à 25 858 676 \$ et comportent les paiements suivants :

2021 :	15 274 837 \$
2022 :	3 591 915 \$
2023 :	3 591 915 \$
2024 :	1 225 376 \$
2025 :	1 100 819 \$
2026 :	1 073 814 \$

Office d'habitation Drummond

L'Office d'habitation Drummond, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

remboursement des intérêts totalisent 6 738 589 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions au cours des cinq prochains exercices est de 998 694 \$ en 2021, 699 841 \$ en 2022, 654 149 \$ en 2023, 609 811 \$ en 2024 et 565 500 \$ en 2025.

La Ville a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes date jusqu'en 2030, prévoyant la perception de loyers totalisant 3 282 850 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 2 239 316 \$ en 2021, 473 624 \$ en 2022, 433 728 \$ en 2023, 57 014 \$ en 2024 et 22 111 \$ en 2025.

La Ville reçoit d'autres municipalités des sommes en lien avec des ententes de service. Le montant totalise 2 956 504 \$ à percevoir au cours des trois prochains exercices, soit 961 269 \$ en 2021, 985 301 \$ en 2022 et 1 009 934 \$ en 2023.

21. Passifs éventuels

Régime de retraite à prestations déterminées

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2020. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
SDED	22 817 000	18 109 893	19 419 824
SDED (emprunts temporaires fct et inv)	2 500 000	280 000	280 000
Centre comm. Pierre-Lemaire (1)	800 000	313 287	368 697
Centre comm. Pierre-Lemaire	110 000	81 331	84 583
Centre comm. Sintra St-Charles (1)	800 000	396 638	449 149
Centre comm. St-Pierre (1)	520 000	491 466	421 123

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
SPAD	150 000	150 000	150 000
Maison des Arts Desjardins-Drummondville	700 000	92 308	136 851
	¹⁴⁸	28 397 000	19 914 923
		19 914 923	21 310 227

La Ville a cautionné des emprunts pour des organismes et n'a exigé aucune contrepartie en échange de ces cautionnements. La direction est d'avis qu'il n'est pas probable que ces cautionnements soient exercés et, par conséquent, aucun passif n'a été constaté à cet égard dans les états financiers.

(1) La Ville verse des subventions à ces organismes afin que ces derniers puissent rembourser leurs emprunts.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Drummond. Au 31 décembre 2020, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 4 008 241 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

Diverses réclamations et poursuites judiciaires estimées à 11 000 000 \$ par la direction ont été entreprises contre la Ville de Drummondville. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de ces litiges et le montant que la Ville pourrait, le cas échéant, devoir verser. Aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

La Ville a entrepris des procédures d'expropriation. Elle est d'avis qu'aucune indemnité n'a à être versée en lien avec ces démarches. Il est par contre trop tôt pour en connaître le dénouement. Ainsi, tout paiement pouvant résulter du dénouement de cette éventualité sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

24. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

25. Instruments financiers

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

26 Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 22 400 000 \$ (21 400 000 \$ au 31 décembre 2019). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

27 Flux de trésorerie

	2020	2019
Intérêts payés au cours de l'exercice	4 632 647 \$	4 304 375 \$
Intérêts reçus au cours de l'exercice	805 306 \$	918 248 \$

28 Informations relatives aux apparentés

Certains élus et certains de leurs proches parents siègent sur le conseil d'administration de divers sociétés et organismes oeuvrant au sein de la Ville. Au cours de l'exercice, la Ville a octroyé des subventions discrétionnaires à ces sociétés et organismes. Ces opérations ont été conclues à la valeur d'échange pour une valeur supérieure de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées. La Ville s'est également engagée dans divers contrats de biens et services auprès de ces sociétés et organismes. Ces opérations ont été conclues à la valeur d'échange pour une valeur différente de celle qui aurait été établie si les parties n'avaient pas été apparentées.

Ces opérations sont présentées dans les charges de fonctionnement suivantes :

Administration générale*Biens et services*

Autres sociétés et organismes	25 606 \$
-------------------------------	-----------

Transport*Biens et services*

Autres sociétés et organismes	50 003 \$
-------------------------------	-----------

Hygiène du milieu*Biens et services*

Autres sociétés et organismes	29 647 \$
-------------------------------	-----------

Aménagement, urbanisme et développement*Biens et services*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Société de développement économique de Drummondville	453 181 \$
--	------------

Société de développement économique de Drummondville	3 285 120 \$
--	--------------

Loisirs et culture

Biens et services

Réseau Aquatique Drummondville inc.	380 161 \$
-------------------------------------	------------

Autres sociétés et organismes	216 329 \$
-------------------------------	------------

Contributions à des organismes

Corporation de la Maison des arts Desjardins-Drummondville inc.	975 884 \$
---	------------

Réseau Aquatique Drummondville inc.	814 790 \$
-------------------------------------	------------

Autres sociétés et organismes	1 246 220 \$
-------------------------------	--------------

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	101 871 700	102 889 325		102 889 325	98 177 029	
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 623 800	4 626 093		4 626 093	4 663 897	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	4 189 500	10 400 045		10 400 045	4 522 462	
Services rendus	5	6 541 200	6 457 414		6 457 414	7 024 841	
Imposition de droits	6	3 588 000	6 828 610		6 828 610	5 601 028	
Amendes et pénalités	7	1 800 000	1 957 310		1 957 310	1 955 368	
Revenus de placements de portefeuille	8		140 970		140 970	262 866	
Autres revenus d'intérêts	9	640 000	712 393		712 393	577 108	
Autres revenus	10		4 725 910		4 725 910	3 510 678	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	123 254 200	138 738 070		138 738 070	126 295 277	
Investissement							
Taxes	13	3 997 400	245 289		245 289	246 418	
Quotes-parts	14						
Transferts	15	19 130 533	18 229 377		18 229 377	6 266 344	
Imposition de droits	16		650 000		650 000	171 979	
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18		1 216 769		1 216 769	4 493 227	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	23 127 933	20 341 435		20 341 435	11 177 968	
	21	146 382 133	159 079 505		159 079 505	137 473 245	
Charges							
Administration générale	22	14 024 593	14 211 884	968 140	15 180 024	14 202 918	
Sécurité publique	23	19 523 162	20 200 971	576 070	20 777 041	20 089 084	
Transport	24	20 171 386	19 484 961	8 162 862	27 647 823	25 153 746	
Hygiène du milieu	25	18 923 042	18 489 572	6 462 411	24 951 983	24 357 068	
Santé et bien-être	26	300 000	458 061		458 061	270 809	
Aménagement, urbanisme et développement	27	7 533 638	7 530 545	1 407 996	8 938 541	8 976 082	
Loisirs et culture	28	20 244 479	18 063 252	5 237 224	23 300 476	24 424 616	
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	4 627 400	5 145 947		5 145 947	4 933 107	
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	21 429 900	22 814 703	(22 814 703)			
	33	126 777 600	126 399 896		126 399 896	122 407 430	
Excédent (déficit) de l'exercice	34	19 604 533	32 679 609		32 679 609	15 065 815	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 604 533	32 679 609	15 065 815
Moins : revenus d'investissement	2 (	23 127 933)	(20 341 435)	(11 177 968)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(3 523 400)	12 338 174	3 887 847
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	21 429 900	22 814 703	21 429 216
Produit de cession	5	500 000	74 248	35 769
(Gain) perte sur cession	6		70 200	146 145
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	21 929 900	22 959 151	21 611 130
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		226 941	185 833
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		226 941	185 833
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Remboursement ou produit de cession	12		22 960	202 663
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14		135 182	248 096
	15		158 142	450 759
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	250 000	333 508	363 299
Remboursement de la dette à long terme	17 (	15 052 300)	(15 814 399)	(15 029 873)
	18	(14 802 300)	(15 480 891)	(14 666 574)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	4 250 000)	(3 014 647)	(4 811 254)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 845 800		
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 200 000)	(3 221 910)	(2 873 661)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(3 604 200)	(6 236 557)	(7 684 915)
	26	3 523 400	1 626 786	(103 767)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		13 964 960	3 784 080

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	20 341 435	11 177 968
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	1 041 045)	(1 613 147)
Sécurité publique	3 (	404 270)	(221 582)
Transport	4 (	21 785 117)	(19 772 015)
Hygiène du milieu	5 (	11 176 326)	(9 241 956)
Santé et bien-être	6 ()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	4 782 044)	(626 826)
Loisirs et culture	8 (	18 604 785)	(11 004 912)
Réseau d'électricité	9 ()	()
	10 (	57 793 587)	(42 480 438)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 (	1 630)	(219 227)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	12 (	1 367 490)	(167 490)
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	24 424 706	22 634 214
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	3 014 647	4 811 254
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	600 000	
Excédent de fonctionnement affecté	16	9 484	291 958
Réserves financières et fonds réservés	17	7 078 721	5 095 284
	18	10 702 852	10 198 496
	19	(24 035 149)	(10 034 445)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(3 693 714)	1 143 523

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
Rémunération	1	28 984 865	27 133 637	27 029 263
Charges sociales	2	7 030 500	6 768 092	6 654 785
Biens et services				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	50 067 697	52 795 034	49 862 065
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	3 854 956	6 383 080	6 250 012
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	722 444	722 444	579 686
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	50 000	(1 959 577)	(1 896 591)
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	2 708 200	2 775 289	2 788 757
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15	11 909 038	8 564 217	9 374 331
Autres	16			
Amortissement des immobilisations	17	21 429 900	22 814 703	21 429 216
Autres				
Autres	18		383 148	448 244
Mauvaises créances	19	20 000	19 829	(112 338)
	20			
	21	126 777 600	126 399 896	122 407 430

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	17 450 160	8 012 093
Excédent de fonctionnement affecté	2	11 877 912	8 960 502
Réserves financières et fonds réservés	3	3 231 714	6 088 526
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 654 507)	(1 399 115)
Financement des investissements en cours	5	(3 564 216)	129 497
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	376 574 612	349 444 563
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	403 915 675	371 236 066

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	17 450 160	8 012 093
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	17 450 160	8 012 093

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Secteur ancien Drummondville	12	138 818	57 471
▪ Secteur St-Nicéphore	13	55 714	55 714
▪ Secteur St-Charles	14	50 759	50 759
▪ Actif avant sociaux futurs	15	4 797 026	3 505 881
▪ Budget	16	1 800 000	1 300 000
▪ Redevance enfouis.(urgence)	17	553 716	467 337
▪ Redevance enfouis.(actions)	18	710 272	613 742
▪ Maintien d'actifs/Dette	19	2 299 821	1 937 812
▪ Dév. économique/Sports loisirs	20	1 471 786	971 786
	21	11 877 912	8 960 502
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	11 877 912	8 960 502

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Conditions météorologiques	27 433 133	202 884
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	433 133 202 884
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 1 673 581	4 792 297
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 1 125 000	1 093 345
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47	2 798 581 5 885 642
	48	3 231 714 6 088 526

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()(
Autres	52 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()(
	54 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()(
Assainissement des sites contaminés	56 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()(
Autres		
▪	58 ()(
▪	59 ()(
	60 ()(
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()(
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()(
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()(
Utilisation du fonds de roulement	64 ()(
Mesure relative aux frais reportés	65 ()(
Autres		
▪	66 ()(
▪	67 ()(
	68 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()(
Autres		
▪ Dette l.t. liée à la SHQ	72 (	1 654 507)(
▪	73 ()(
	74 (	1 654 507)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
	80	
	81 (	1 654 507)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 5 032 739	8 751 230
Investissements à financer	83 (8 596 955)	8 621 733)
	84 (3 564 216)	129 497
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 532 105 692	497 271 256
Propriétés destinées à la revente	86 4 104 748	4 330 059
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 1 353 231	143 883
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 537 563 671	501 745 198
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 537 563 671	501 745 198
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (187 733 217)	180 588 197)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (1 504 840)	1 316 887)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 26 927 999	28 568 632
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 1 320 999	1 035 817
	98 (160 989 059)	152 300 635)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ())
	100 (160 989 059)	152 300 635)
	101 376 574 612	349 444 563

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Drummondville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2019.

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties, alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Application de la Loi au régime de la Ville

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Une entente est intervenue entre les parties le 8 janvier 2018 relativement à la restructuration exigée par la Loi. Les modifications aux dispositions du régime sont en cours d'enregistrement auprès des autorités gouvernementales et sont pleinement reflétés dans les résultats.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 4 440 457	2 397 380
Charge de l'exercice	4 (505 792)	(431 230)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 540 314	2 474 307
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 6 474 979	4 440 457
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 147 185 601	141 607 363
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (147 108 635)	(141 552 692)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 76 966	54 671
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 6 398 013	4 385 786
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 6 474 979	4 440 457
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 6 474 979	4 440 457
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 1	1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (474 539)	(288 143)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (474 539)	(288 143)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 4 899 529	4 805 891
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	8 216 578
	20 4 899 529	13 022 469
Cotisations salariales des employés	21 (2 674 988)	(2 585 397)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (119 942)	(109 803)
	23 2 104 599	10 327 269
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 360 770	217 130
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	467 207
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	(8 683 785)
Autres		
▪	29	
▪	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 2 465 369	2 327 821
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 6 664 937	6 397 379
Rendement espéré des actifs	33 (8 624 514)	(8 293 970)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 (1 959 577)	(1 896 591)
Charge de l'exercice	35 505 792	431 230

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 6 022 025	6 183 045
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (8 624 514)	(8 293 970)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (2 602 489)	(2 110 925)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 229 490	(616 489)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 5 779 033	6 254 307
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 141 140 784	138 637 072
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 474 539	288 143
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 4 652 149	4 726 157
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 25 167 088	26 776 772
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,70 %	6,10 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,10 %	6,10 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,10 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,10 %	2,25 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

S. O.

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56	() ()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	() ()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64	() ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	() ()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	() ()

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		
	111		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	38 150	37 092
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	120	128 566	125 000
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	41 376	43 034
	122	169 942	168 034
Note			

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	79 490 000	80 364 580	78 144 173
Taxes spéciales				
Service de la dette	2		390	448
Activités de fonctionnement	3	2 000 000	1 982 248	
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	81 490 000	82 347 218	78 144 621
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	6 028 200	6 072 660	5 694 352
Égout	11	4 931 300	4 769 294	4 806 685
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	6 432 000	6 564 441	6 577 756
Autres				
▪ Fosses septiques	14	393 000	460 400	329 029
▪ Arrosage insectes	15		10	5 187
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	350 000	406 644	409 928
Service de la dette	18	2 247 200	2 268 658	2 209 471
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21	3 997 400	245 289	246 418
	22	24 379 100	20 787 396	20 278 826
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	24 379 100	20 787 396	20 278 826
	27	105 869 100	103 134 614	98 423 447

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	238 300	236 300	232 594
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	238 300	236 300	232 594
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	1 279 100	1 275 079	1 383 252
Cégeps et universités	34	288 900	294 055	310 349
Écoles primaires et secondaires	35	1 541 400	1 521 512	1 514 857
	36	3 109 400	3 090 646	3 208 458
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	3 347 700	3 326 946	3 441 052
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	1 276 100	1 299 147	1 222 845
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	1 276 100	1 299 147	1 222 845
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	4 623 800	4 626 093	4 663 897

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53		29 515	1 000
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			14 500
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	659 900	1 363 460	1 193 326
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67	3 000	(7 838)	29 471
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69	190 000	159 907	182 172
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	130 400	159 908	137 231
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	665 000	748 324	727 736
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77	86 000	44 062	57 494
Protection de l'environnement	78		29 250	15 750
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82		49 852	136 126
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	90 000	368 358	379 508
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	76 300	92 614	93 870
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	406 800	485 694	348 295
Autres	89	332 100	307 037	274 103
Réseau d'électricité	90			
	91	2 639 500	3 830 143	3 590 582

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			(45 000)
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94	835 000		
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99	4 563 333	933 865	416 471
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100	435 200	400 467	30 028
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	1 250 000	4 476 657	786 649
Réseau de distribution de l'eau potable	108	1 478 250	4 366 629	1 645 470
Traitement des eaux usées	109		41 015	54 924
Réseaux d'égout	110	1 478 250	1 278 402	1 995 526
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125		941 597	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	9 090 500	5 790 745	1 382 276
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité				
	129			
	130	19 130 533	18 229 377	6 266 344

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	900 000	969 761	931 880
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138	650 000	647 570	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140		4 952 571	
	141	1 550 000	6 569 902	931 880
TOTAL DES TRANSFERTS	142	23 320 033	28 629 422	10 788 806

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147			
Sécurité incendie	148			
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159	455 000	472 275	455 173
Réseaux d'égout	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	166			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170	455 000	472 275	455 173

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	930 000	937 821	893 458
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	930 000	937 821	893 458
Réseau d'électricité				
	183			
	184	1 385 000	1 410 096	1 348 631

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	397 300	316 940	461 181
	188	397 300	316 940	461 181
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190			
Sécurité civile	191			
Autres	192	537 800	549 437	539 673
	193	537 800	549 437	539 673
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197	848 600	517 098	825 805
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201	270 700	314 538	242 504
	202	1 119 300	831 636	1 068 309
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable				
Réseau de distribution de l'eau potable	203			
Traitement des eaux usées	204			
Réseaux d'égout	205			
Réseaux d'égout				
Matières résiduelles	206			
Déchets domestiques et assimilés				
Matières recyclables	207			
Autres	208			
Autres				
Cours d'eau	209			
Protection de l'environnement	210			
Autres	211			
Autres	212	77 500	189 448	115 513
	213	77 500	189 448	115 513

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218			
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221	1 555 000	1 885 686	1 897 488
	222	1 555 000	1 885 686	1 897 488
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	1 415 800	1 250 146	1 526 328
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	53 500	24 025	67 718
Autres	225			
	226	1 469 300	1 274 171	1 594 046
Réseau d'électricité				
	227			
	228	5 156 200	5 047 318	5 676 210
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	6 541 200	6 457 414	7 024 841

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	230	715 000	545 866	604 736
Droits de mutation immobilière	231	2 860 000	5 895 325	4 589 740
Droits sur les carrières et sablières	232	10 000	671 237	208 271
Autres	233	3 000	366 182	370 260
	234	3 588 000	7 478 610	5 773 007
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	235	1 800 000	1 957 310	1 955 368
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	236		140 970	262 866
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	237	640 000	712 393	577 108
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238		(70 200)	(146 145)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240			
Contributions des promoteurs	241			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242			
Contributions des organismes municipaux	243			
Autres contributions	244			
Redevances réglementaires	245			
Autres	246		6 012 879	8 150 050
	247		5 942 679	8 003 905
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	248			

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		Budget 2020		Réalizations 2020		Réalizations 2019	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
	Conseil	1	1 420 600	1 479 860	134 798	1 614 658	853 913
	Greffe et application de la loi	2	1 517 000	1 374 380	125 191	1 499 571	1 626 516
	Gestion financière et administrative	3	4 983 600	5 013 213	456 648	5 469 861	5 182 887
	Évaluation	4	1 363 600	1 389 989	126 613	1 516 602	1 506 140
	Gestion du personnel	5	1 305 800	1 371 076	124 890	1 495 966	1 248 527
	Autres						
	▪ Autres	6	3 433 993	3 583 366		3 583 366	3 784 935
	▪	7					
		8	14 024 593	14 211 884	968 140	15 180 024	14 202 918
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
	Police	9	11 250 000	11 692 304	51 074	11 743 378	11 288 175
	Sécurité incendie	10	6 610 658	6 534 711	511 792	7 046 503	7 201 946
	Sécurité civile	11	496 125	1 133 791	13 204	1 146 995	581 151
	Autres	12	1 166 379	840 165		840 165	1 017 812
		13	19 523 162	20 200 971	576 070	20 777 041	20 089 084
TRANSPORT							
	Réseau routier						
	Voirie municipale	14	5 503 104	5 419 777	2 710 491	8 130 268	7 573 863
	Enlèvement de la neige	15	8 674 988	8 357 999	4 179 928	12 537 927	10 239 487
	Éclairage des rues	16	884 466	685 139	342 646	1 027 785	1 299 621
	Circulation et stationnement	17	1 284 996	1 228 241	614 257	1 842 498	2 190 936
	Transport collectif						
	Transport en commun	18	3 200 500	2 721 841	315 540	3 037 381	2 804 232
	Transport aérien	19	360 000	363 285		363 285	308 868
	Transport par eau	20					
	Autres	21	263 332	708 679		708 679	736 739
		22	20 171 386	19 484 961	8 162 862	27 647 823	25 153 746

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 459 607	3 220 959	437 553	3 658 512	3 598 289
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 428 343	2 228 856	1 603 333	3 832 189	3 979 985
Traitement des eaux usées	25	1 599 937	1 604 208	2 057 844	3 662 052	3 429 041
Réseaux d'égout	26	3 537 645	3 251 469	2 354 395	5 605 864	5 393 802
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	947 440	929 151		929 151	993 522
Élimination	28	1 516 100	1 672 597		1 672 597	1 524 944
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	647 000	693 336		693 336	680 957
Tri et conditionnement	30	467 000	689 348		689 348	329 844
Matières organiques						
Collecte et transport	31	695 200	651 018		651 018	660 936
Traitement	32	570 500	637 904		637 904	595 716
Matériaux secs	33		21 590		21 590	24 715
Autres						
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37	29 400	2 251		2 251	12 232
Protection de l'environnement	38	727 900	697 428		697 428	740 407
Autres	39	2 296 970	2 189 457	9 286	2 198 743	2 392 678
	40	18 923 042	18 489 572	6 462 411	24 951 983	24 357 068
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	300 000	458 061		458 061	270 809
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	300 000	458 061		458 061	270 809

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>		<u>Budget 2020</u>		<u>Réalisations 2020</u>		<u>Réalisations</u>
		<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Total</u>	<u>2019</u>
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 215 600	2 275 597	837 238	3 112 835	2 981 067
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	650 000	667 016	518 225	1 185 241	799 085
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	4 559 000	4 279 039	52 533	4 331 572	4 405 583
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	109 038	308 893		308 893	790 347
	52	7 533 638	7 530 545	1 407 996	8 938 541	8 976 082
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	4 060 900	3 973 792	1 297 344	5 271 136	5 473 337
Patinoires intérieures et extérieures	54	3 297 181	1 983 476	647 555	2 631 031	3 304 678
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 557 536	1 446 093	472 113	1 918 206	1 822 386
Parcs et terrains de jeux	56	4 124 125	3 676 501	1 200 286	4 876 787	4 388 590
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	341 423	51 955	16 962	68 917	479 236
Autres	59	545 403	766 396		766 396	827 479
	60	13 926 568	11 898 213	3 634 260	15 532 473	16 295 706
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	2 695 800	2 544 524		2 544 524	2 598 107
Bibliothèques	62	2 934 268	2 775 775	840 575	3 616 350	3 789 543
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	227 200	350 347		350 347	593 855
Autres	65	460 643	494 393	762 389	1 256 782	1 147 405
	66	6 317 911	6 165 039	1 602 964	7 768 003	8 128 910
	67	20 244 479	18 063 252	5 237 224	23 300 476	24 424 616

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	4 567 400	6 584 676		6 584 676	6 314 531
Autres frais	70	10 000	520 848		520 848	515 167
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		(1 959 577)		(1 959 577)	(1 896 591)
Autres	72	50 000				
	73	4 627 400	5 145 947		5 145 947	4 933 107
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75	21 429 900	22 814 703 (	22 814 703)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

Autres renseignements

Questionnaire	10
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	4 072 980	2 786 185
Usines de traitement de l'eau potable	2	4 514 552	951 986
Usines et bassins d'épuration	3		56 818
Conduites d'égout	4	3 920 373	3 121 047
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	13 005 821	9 320 754
Ponts, tunnels et viaducs	7		88 192
Systèmes d'éclairage des rues	8	3 074 306	662 689
Aires de stationnement	9	102 721	869 603
Parcs et terrains de jeux	10	5 879 785	8 211 547
Autres infrastructures	11	3 628 585	4 953 948
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	2 017 368	1 732 452
Édifices communautaires et récréatifs	14	12 705 944	5 871 406
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	1 604 996	1 032 441
Ameublement et équipement de bureau	18	873 005	993 614
Machinerie, outillage et équipement divers	19	414 383	1 119 782
Terrains	20	1 978 768	707 974
Autres	21		
	22	57 793 587	42 480 438

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	3 391 614	2 356 708
Usines de traitement de l'eau potable	24	4 514 552	951 986
Usines et bassins d'épuration	25		56 818
Conduites d'égout	26	3 081 576	2 401 014
Autres infrastructures	27	20 028 898	20 410 773
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28	681 366	429 477
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31	838 797	720 033
Autres infrastructures	32	5 662 320	3 695 960
Autres immobilisations	33	19 594 464	11 457 669
	34	57 793 587	42 480 438

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3	1 093 344	150 000	1 125 000
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	17 216 718	2 446 463	17 601 757
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	133 639 590	51 020 566	142 798 301
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	151 949 652	53 617 029	161 525 058
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	28 568 632	282 971	26 927 999
Organismes municipaux	10			
Autres tiers	11			
	12	28 568 632	282 971	26 927 999
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette				
	13			
	14	28 568 632	282 971	26 927 999
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec				
	15			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17	1 386 800	601 800	785 000
	18	29 955 432	282 971	27 712 999
	19	181 905 084	53 900 000	189 238 057
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21			
Dette à long terme	22	181 905 084	53 900 000	189 238 057

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	189 238 057
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	8 596 955
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	1 125 000
Débiteurs	9	26 927 999
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	785 000
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	2 371 714
Autres		
▪ Revenus reportés-Taxe secteur	13	(53 015)
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	166 678 314
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	166 678 314
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	4 008 241
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	170 686 555
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	170 686 555
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 000 982	1 057 683	1 052 087
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6	26 000	25 954	25 445
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	697 500	707 962	750 461
Cours d'eau	13	39 818	39 818	17 731
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	660 000	660 000	662 075
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	148 600	148 602	145 688
Activités culturelles	23	135 300	135 270	135 270
Réseau d'électricité				
	24			
	25	2 708 200	2 775 289	2 788 757

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020*Non audité*

		2020	2019
Rémunération	1	7 378	7 099
Charges sociales	2		788
Biens et services	3	57 762 002	42 436 211
Frais de financement	4	24 207	36 340
Autres	5		
	6	57 793 587	42 480 438

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	107,33	36,91	223 481,00	9 526 873	2 384 317	11 911 190
Professionnels	2						
Cols blancs	3	126,08	35,75	242 351,00	5 800 551	1 451 719	7 252 270
Cols bleus	4	144,25	40,00	358 424,00	7 893 651	1 975 565	9 869 216
Policiers	5						
Pompiers	6	35,91	42,00	133 449,00	3 108 546	777 984	3 886 530
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	413,57		957 705,00	26 329 621	6 589 585	32 919 206
Élus	9	13,00			811 394	178 507	989 901
	10	426,57			27 141 015	6 768 092	33 909 107

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	1 363 460	400 467			1 763 927
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			4 476 657		4 476 657
Réseau de distribution de l'eau potable	13	159 907	4 366 629			4 526 536
Traitement des eaux usées	14			41 015		41 015
Réseaux d'égout	15	159 908	1 214 017	64 385		1 438 310
Autres	16	8 716 770	7 666 207			16 382 977
	17	10 400 045	13 647 320	4 582 057		28 629 422

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	7 499	11 616
	4	7 499	11 616
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	2 042	1 656
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	2 042	1 656
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	767 395	769 468
Enlèvement de la neige	11	865 361	867 698
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 632 756	1 637 166
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 179	3 169
Réseau de distribution de l'eau potable	17	349 661	346 323
Traitement des eaux usées	18	5 978	10 557
Réseaux d'égout	19	529 855	559 137
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	887 673	919 186
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	149 231	161 538
Rénovation urbaine	32	177 292	209 205
Promotion et développement économique	33	142 332	125 591
Autres	34	460 104	451 267
	35	928 959	947 601
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	884 855	732 714
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	407 034	260 471
Autres	38	395 129	422 697
	39	1 687 018	1 415 882
Réseau d'électricité			
	40		
	41	5 145 947	4 933 107

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
M. Alain Carrier	Maire	36 708	17 044	6 248	
M. Alexandre Cusson	Maire	18 895	9 447	961	481
M. Yves Grondin	Maire suppléant	94 527	17 044	11 584	
Mme Annick Bellavance	Conseiller	47 820	17 044	674	
Mme Cathy Bernier	Conseiller	42 263	17 044		
M. Jean Charest	Conseiller	44 903	17 044	809	
M. Alain D'Auteuil	Conseiller	38 894	17 044		
M. John Husk	Conseiller	39 897	17 044	809	
Mme Stéphanie Lacoste	Conseiller	44 058	17 044		
Mme Catherine Lassonde	Conseiller	43 077	17 044		
M. Alain Martel	Conseiller	44 319	17 044		
M. Dominic Martin	Conseiller	43 634	17 044		
M. William Morales Hortua	Conseiller	39 317	17 044		
M. Daniel Pelletier	Conseiller	42 707	17 044	674	

Note

Bien que M. Alain Carrier soit le maire au 31 décembre 2020, messieurs Alexandre Cusson et Yves Grondin ont également occupé cette fonction au cours de l'exercice 2020.

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON S.O.

- | | | | | | | |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|----|--------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre | 1 | <u>22 400 000</u> | | | \$ | |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> | 4 | <input type="checkbox"/> |

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

- | | | | | | |
|--|---|-------------------------------------|---|--------------------------|----|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? | 5 | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 | 7 | <u>358 925</u> | | | \$ |

- | | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|---|--------------------------|--|
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8 | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> | |
|---|---|-------------------------------------|---|--------------------------|--|

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

- | | | | | | |
|--|----|--|--|--|----|
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille | 10 | | | | \$ |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement | 11 | | | | \$ |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille | 12 | | | | \$ |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value | 13 | | | | \$ |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille | 14 | | | | \$ |
| Ligne 13 : Débiteurs | 15 | | | | \$ |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement | 16 | | | | \$ |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value | 17 | | | | \$ |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer | 18 | | | | \$ |
| Ligne 19 : Revenus reportés | 19 | | | | \$ |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

OUI NON

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20 21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 _____ 97 053 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23 24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 _____ 5 895 326 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26 27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29 30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 _____ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32 33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34 35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36 37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39 40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 _____ \$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 42 43
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 44 _____ 1 014 750 \$
- b) autres formes d'aide 45 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 _____ \$

Facteur comparatif de 2020

47 _____

Valeur uniformisée

48 _____ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 _____ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

52 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 _____

b) Date d'adoption de la résolution

55 _____

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?56 57

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 _____ 1121/10/19

b) Date d'adoption de la résolution

59 _____ 2019-10-28

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 _____

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 _____

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

▪ a causé sa mort

64 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil municipal de la VILLE DE DRUMMONDVILLE,

Rapport sur l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE DRUMMONDVILLE (la « Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

FBL S.E.N.C.R.L.

FBL s.e.n.c.r.l.

Société de comptables professionnels agréés

Drummondville, le 18 juin 2021

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no. A140885

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	103 134 614
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>1 046 106</u>
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	(400 000)
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	1 046 106
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	17 255 382
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	406 644
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>86 118 694</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	7 759 513 340
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>7 780 659 640</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>7 770 086 490</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<u>1,1083 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**OUI NON S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	85 600 000
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	85 600 000

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	6 133 900
Égout	11	4 924 300
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	6 547 900
Autres		
▪ Fosses septiques	14	393 900
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	350 000
Service de la dette	18	1 997 800
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	20 347 800
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	20 347 800
	27	105 947 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	235 800
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	235 800

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	1 419 600
Cégeps et universités	7	316 700
Écoles primaires et secondaires	8	1 642 000
	9	3 378 300

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	3 614 100

GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	1 253 700
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	1 253 700

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	4 867 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	5 435 719 895	x 0,7930 /100 \$	43 105 259				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	744 648 347	x 0,7930 /100 \$	5 905 061				
Immeubles non résidentiels	4	1 539 527 508	x /100 \$					
Immeubles industriels	5	490 231 172	x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	160 071 262	x 0,7930 /100 \$	1 269 365				
Immeubles agricoles	8	164 896 593	x 0,5300 /100 \$	873 952				
Total	9			51 153 637	(609 000)	()	35 055 363	85 600 000
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27			()	()			
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36			()	()			
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%	()	()			

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 <u>124,00</u> \$
Égout	2 <u>106,00</u> \$
Eau et égout	3 <u> </u> \$
Traitement des eaux usées	4 <u> </u> \$
Matières résiduelles	5 <u> </u> \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Taxe d'eau	140,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par commerce
Taxe d'eau au compteur	0,3410	7 - autres (préciser)	par mètre cube
Taxe d'égouts	106,0000	4 - tarif fixe (compensation)	par commerce
Taxe d'égouts au compteur	0,2330	7 - autres (préciser)	par mètre cube
Tarification vidange fosses septiques	102,0000	4 - tarif fixe (compensation)	résidentiel
Tarification vidange fosses septiques	51,0000	4 - tarif fixe (compensation)	chalet
Enlèvement, enf. déchets et coll. sel.	120,0000	4 - tarif fixe (compensation)	1 à 6 unités d'occup.
Enlèvement, enf. déchets et coll. sel.	110,0000	4 - tarif fixe (compensation)	7 unités d'occup. et +
Enlèvement, enf. déchets et coll. sel.	60,0000	4 - tarif fixe (compensation)	chalet
Matières putrescibles	39,0000	4 - tarif fixe (compensation)	1 à 9 unités d'occup.
Matières putrescibles	28,0000	4 - tarif fixe (compensation)	10 unités d'occup. et +
Matières putrescibles	39,0000	4 - tarif fixe (compensation)	chalet

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	105 947 800
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>609 000</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	609 000
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	18 795 531
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	350 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>87 411 269</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 8 535 094 777

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1,0241 / 100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	26 623 387	7 822 976		1 269 365	5 905 061	873 952
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5	2 212 447	630 368			3 888 413	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	28 835 834	8 453 344		1 269 365	9 793 474	873 952

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	43 105 259			85 600 000
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	1 997 800			1 997 800
Autres	5	11 268 772			18 000 000
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	56 371 831			105 597 800

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
Taux particulier à la catégorie des immeubles industriels			
a) Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles industriels est fixé à :			
i. 1,720 \$ du 100 \$ d'évaluation basée sur le rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021 pour les tranches de valeurs qui n'excède pas 5 000 000 \$;			
ii. 1,820 \$ du 100 \$ d'évaluation basée sur le rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021 pour la tranche de valeur qui excède 5 000 000 \$.			
Taux particulier à la catégorie des immeubles non résidentiels			
a) Le taux particulier de la taxe foncière générale de la catégorie des immeubles non résidentiels est fixé à :			
i. 1,696 \$ du 100 \$ d'évaluation basée sur le rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021 pour les tranches de valeurs qui n'excède pas 5 000 000 \$;			
ii. 1,796 \$ du 100 \$ d'évaluation basée sur le rôle d'évaluation en vigueur pour l'année 2021 pour la tranche de valeur qui excède 5 000 000 \$.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

- | | | | | | |
|---|----|-------------------------------------|----|--------------------------|----------------|
| 3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées? | 23 | <input checked="" type="checkbox"/> | 24 | <input type="checkbox"/> | |
| Si oui, indiquer le montant. | 25 | | | | 616 000 \$ |
| 4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante) | 26 | | | | \$ |
| 5. Date d'adoption du budget par le conseil | 27 | | | | 2020-12-07 |
| 6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement) | 28 | | | | 155 500 000 \$ |
| 7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget | 29 | | | | 15 499 600 \$ |
| 8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget | 30 | | | | 4 343 800 \$ |
| 9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget | 31 | | | | 1 800 000 \$ |

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, M. Benoit Carignan, CPA, CGA, atteste que le rapport financier de Ville de Drummondville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 21 juin 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Drummondville.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Drummondville consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Drummondville détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-06-17 16:16:30

Date de transmission au Ministère :